

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article478>



Nous sommes tous grecs

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : mercredi 2 novembre 2011

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Une Europe qui a peur de ses peuples est-elle viable ? On pouvait se poser la question après les mépris manifestés vis-à-vis des votes français, néerlandais, puis irlandais, contre le traité constitutionnel européen. L'interrogation revient, encore plus forte, au vu de la panique suscitée sur l'ensemble du continent européen par l'annonce d'un referendum en Grèce.

On pourrait pourtant penser que rien n'est plus normal que de demander au peuple concerné d'avaliser des choix politiques aux conséquences aussi considérables que celles de l'accord de « sauvetage » financier parrainé par Berlin et Paris. N'appartient-il pas aux citoyens grecs de décider si leur souveraineté doit désormais être soumise à contrôle extérieur, si la réaction des marchés est plus importante que la définition de leur niveau de vie ? Sachant que la politique qui doit être mise en œuvre n'a aucun rapport avec les engagements électoraux du parti socialiste grec, seul le peuple devrait, dans le respect des principes démocratiques, valider les mesures à prendre.

En fait, le processus qui a conduit à cet « accord européen » a tellement bafoué, étape après étape, toute idée de volonté populaire, qu'on en est arrivé à une situation impossible. Fallait-il que la Grèce soit membre du club de l'euro, c'est-à-dire in fine que son économie fonctionne à partir de critères adaptés à l'Allemagne ? Fallait-il en accepter les contraintes antisociales ? Fallait-il qu'un parti se disant socialiste les impose à rebours de la mission que lui avait confié ses électeurs ? De reniement de la démocratie en reniement de la démocratie, les dirigeants ont mis le pays au pied du mur. Il apparaît évident que la population, dans sa large majorité, ne veut plus accepter d'énormes sacrifices tout en restant dirigée par des instances, nationales autant qu'européennes, sur lesquelles elle n'a aucun contrôle réel. Ce soudain retour de la démocratie dans le jeu européen semble étonner les commentateurs habitués à laisser gouverner des « élites » de moins en moins éclairées. Berlin et Paris auraient bien fait l'économie de ce passage par la case « souveraineté populaire ». Les deux pays ont d'ailleurs immédiatement annoncé qu'ils souhaitent, malgré tout, appliquer l'accord le plus vite possible. Les méthodes autoritaires qui président à la zone euro rendent la sortie de crise plus difficile à chaque étape.

Les Grecs posent donc, de façon évidente, la question du pouvoir politique et de sa légitimité à l'heure de la « gouvernance mondiale ». Ce système absurde qui, au nom de la préservation de dogmes économiques, veut maintenir la domination politique d'une classe dirigeante marginale et uniquement préoccupée par ses intérêts financiers, est aujourd'hui la cible des citoyens grecs.

Le gouvernement de ce pays n'avait plus de légitimité et en tire les conséquences. Il appartient évidemment aux citoyens de redéfinir, de façon démocratique, les voies de sortie d'une crise qui ne fait que s'approfondir à leurs dépens depuis des années.